



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCÉDURE D'URGENCE

N° 0 0 0 0 3 /CDEC/CIPM/2025 DU 04 JUN 2025

POUR LA RÉALISATION DES ÉTUDES EN VUE DE LA CRÉATION D'UNE FILIALE DÉDIÉE À LA
GESTION DES OPÉRATIONS BANCAIRES DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DU CAMEROUN (CDEC)

Financement : BUDGET CDEC 2025

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) lance, pour le compte de son organisme, une consultation en procédure d'urgence pour la réalisation des études en vue de la création d'une filiale dédiée à la gestion des opérations bancaires de la Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC).

2. Consistance des prestations

Il s'agit pour la CDEC de disposer d'un ensemble d'outils permettant aux dirigeants de la CDEC de prendre une décision éclairée sur l'opportunité de créer une filiale bancaire, en tenant compte de la réglementation en vigueur, des risques, des besoins du marché et des capacités internes. A ce titre, l'étude doit procéder à une analyse du positionnement de la CDEC dans l'écosystème financier camerounais, en passant par un benchmark des modèles similaires en Afrique et ailleurs, mais aussi par une analyse entre l'option de créer une nouvelle banque et celle de reprendre une banque existante.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

3. Tranches / Allotissement

Le présent appel d'offres comporte un lot unique.

4. Coût Prévisionnel

Le coût prévisionnel de la présente prestation est de **quatre-vingt-dix-neuf millions (99.000.000) de Francs CFA**

5. Délais Prévisionnels d'exécution

Le délai global de réalisation de ces prestations est de **cent vingt (120) jours**.

6. Participation et origine

La participation à la présente Consultation est ouverte aux Cabinets préqualifiés au terme de l'Appel Public à candidature n°**000001/CDEC/DG/DAG** du 3 février 2025 pour la sélection des cabinets en vue

de réaliser des études pour la création d'une filiale dédiée à la gestion des opérations bancaires de la Caisse des Dépôts et Consignations (**CDEC**), objet de la Décision N°000127/CDEC/DAG/DAAB/MYB du 28 mars 2025.

7. Financement

Les prestations objet de la présente Consultation sont financées par les budgets de fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) de l'exercice 2025 dont l'imputation est **6320 « REMUNERATION D'INTERMEDIAIRES ET DE CONSEILS »**.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. Cautionnement de Soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le MINFI, assorti d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (**CDEC**) dont le montant s'élève à **un million neuf cent quatre-vingt mille (1.980.000) FCFA** ; il est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des cotations.

L'absence de la caution de soumission assorti du récépissé délivré par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC) entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Caisse des Dépôts et Consignations (Service des Marchés), sis au 5^{ème} étage de l'Immeuble siège de la CDEC.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchesppublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>** ; sur le site internet de la CDEC (www.cdec.cm).

11. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres Restreint peut être obtenu aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales / Services des Marchés, sise au niveau 5 de l'immeuble siège CDEC, Bastos, Rue Joseph MBALLA ELOUMDEM, B.P. : 35 567 Yaoundé, dès publication du présent Avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **soixante-quinze mille (75.000) Francs CFA** payable dans le compte n° **33598800001 89** ouvert au nom de l'**ARMP** dans les livres des différentes agences de la **BICEC** au Cameroun.

La copie du reçu de versement sera déposée au lieu du retrait du Dossier d'Appel d'Offres Restreint.

9. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un original (01) et six (06) copies marquées comme tels, doit parvenir, sous plis fermé, sous peine de rejet, au plus tard le 10 JUL 2025 à 14 heures précises, heure locale au Service des Marchés de la CDEC, Direction des Affaires Générales/Services des Marchés, sise au 5^{ème} étage de l'immeuble siège CDEC, Rue Joseph MBALLA ELOUMDEM, Bastos, B.P: 35 567 Yaoundé.

Chaque offre sera étiquetée comme suit :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCÉDURE D'URGENCE

N°000003 /CDEC/CIPM/2025 DU 04 JUN 2025

**POUR LA RÉALISATION DES ÉTUDES EN VUE DE LA CRÉATION D'UNE FILIALE DÉDIÉE À LA
GESTION DES OPÉRATIONS BANCAIRES DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DU CAMEROUN (CDEC)**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

12. Recevabilité des plis

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originale ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier du Dossier d'Appel d'Offres Restreint. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres Restreint sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres Restreint, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 10 JUL 2025 à 15 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Caisse des Dépôts et Consignations dans la salle de conférence située au 1^{er} étage de son immeuble siège à Yaoundé.

L'ouverture des offres financières se fera par la même Commission à une date ultérieure.

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés, et ayant une parfaite connaissance du dossier, peuvent assister à cette séance d'ouverture.

14. Critères d'évaluation

14. 1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires de la présente Consultation sont les suivants :

- Dossier administratif incomplet (Absence ou non-conformité de l'une des pièces exigées) ; un délai de 48 heures est accordé aux soumissionnaires pour produire ou remplacer la pièce exigée ;
- Fausses déclarations ou falsification des pièces administratives ;
- Absence de la caution de soumission à l'ouverture des offres ;
- Absence d'une déclaration sur l'honneur attestant le non-abandon d'un marché au cours des trois (03) dernières années, et présence dans le répertoire annuel des entreprises défaillantes établi par l'Agence de Régularisation des Marchés Publics (ARMP) ;
- Absence de l'Offre financière témoin scellée ;
- Offre incomplète et non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres et non produite en Sept (07) exemplaires ;
- Non-respect des Termes de Références (TDR) de la Consultation ;
- Présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- Non-production de la proposition financière suivant les pièces visées au Dossier d'Appel d'Offres Restreint ;
- Note technique inférieure à **80** sur 100 points.

14.2. Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères suivants :

- Présentation de l'offre ;
- Expérience et Références du Consultant ;
- Compétences Techniques ;
- Équipe Projet et Méthodologie ;
- Rapport Coût-Efficacité ;
- Qualifications et références du personnel pour les travaux envisagés ;
- Durée des travaux et chronogramme.

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel de la Consultation (RPAO) et figurent dans la grille d'évaluation.

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel aux stipulations du Dossier de Consultation, disposant de capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre aura été évaluée la **mieux-disante** en incluant le cas échéant, les rabais proposés.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Additif à l'appel d'offres

Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations se réserve le droit, en cas de nécessité, d'apporter toute autre modification ultérieure utile au présent Appel d'Offres.

19. Renseignements complémentaires

Pour toute information complémentaire relative au présent Appel d'Offres, les soumissionnaires peuvent s'adresser à la Direction des Affaires Générales/ Service des Marchés situé à l'immeuble siège CDEC, Bastos, Rue Joseph MBALLA ELOUMDEM, B.P. : 35 567 Yaoundé, Tél. : 675 16 10 10.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro **1517**, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, la CDEC au numéro 222 23 61 01.

Yaoundé, le 04 JUN 2025

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Pdt/CIPM/CDEC.
- Affichage.



- Dossier administratif incomplet (Absence ou non-conformité de l'une des pièces exigées) ; un délai de 48 heures est accordé aux soumissionnaires pour produire ou remplacer la pièce exigée ;
- Fausses déclarations ou falsification des pièces administratives ;
- Absence de la caution de soumission à l'ouverture des offres ;
- Absence d'une déclaration sur l'honneur attestant le non-abandon d'un marché au cours des trois (03) dernières années, et présence dans le répertoire annuel des entreprises défaillantes établi par l'Agence de Régularisation des Marchés Publics (ARMP) ;
- Absence de l'Offre financière témoin scellée ;
- Offre incomplète et non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres et non produite en Sept (07) exemplaires ;
- Non-respect des Termes de Références (TDR) de la Consultation ;
- Présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- Non-production de la proposition financière suivant les pièces visées au Dossier d'Appel d'Offres Restreint ;
- Note technique inférieure à **80** sur 100 points.

14.2. Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères suivants :

- Présentation de l'offre ;
- Expérience et Références du Consultant ;
- Compétences Techniques ;
- Équipe Projet et Méthodologie ;
- Rapport Coût-Efficacité ;
- Qualifications et références du personnel pour les travaux envisagés ;
- Durée des travaux et chronogramme.

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel de la Consultation (RPAO) et figurent dans la grille d'évaluation.

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel aux stipulations du Dossier de Consultation, disposant de capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre aura été évaluée la **mieux-disante** en incluant le cas échéant, les rabais proposés.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Additif à l'appel d'offres

Le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations se réserve le droit, en cas de nécessité, d'apporter toute autre modification ultérieure utile au présent Appel d'Offres.



RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE

No. 000003 CDEC/CIPM/2025 DATE 04 JUN 2025

TO CONDUCT FEASIBILITY STUDIES FOR THE ESTABLISHMENT OF A SPECIALIZED SUBSIDIARY TO OVERSEE BANKING OPERATIONS FOR THE DEPOSITS AND CONSIGNMENTS FUND OF CAMEROON (CDEC)

Funding: CDEC's BUDGET, 2025 Financial year

1. Object of invitation to tender

The Director General of the Deposits and Consignments Fund (CDEC), Contracting Authority, hereby launches an Invitation to Tender, under emergency procedure, for the completion of studies with a view to creating a subsidiary dedicated to the management of banking operations of the Deposits and Consignments Fund (CDEC).

2. Consistency of services

The objective is to provide CDEC management with a comprehensive toolkit, enabling informed decision-making regarding the feasibility of establishing a banking subsidiary, into account current regulations, risks, market needs and internal capacities. To this end, the study will conduct a comprehensive analysis of the CDEC's positioning within the Cameroonian financial landscape, incorporating a benchmarking exercise of analogous models in Africa and beyond. Additionally, the study will undertake a comparative analysis of two potential options: establishing a new bank versus acquiring an existing one.

The scope of these services is detailed in the Terms of Reference (ToR) of this TF.

3. Allotment:

This call for tenders comprises a single (1) lot.

4. Estimated Cost:

The estimated cost of this service is **ninety-nine million (99,000,000) CFA Francs**.

5. Estimated execution period:

The overall timeframe for the completion of these services is **one hundred and twenty (120) days**.

6. Participation et Origin:

This call for Tenders is open to Firms that have successfully prequalified under Public Call for Applications **No. 000001/CDEC/DG/DAG** of February 3, 2025, for the selection of firms to undertake comprehensive studies for the establishment of a **CDEC** subsidiary for banking operations management, as stipulated in Decision No. 000127/CDEC/DAG/DAAB/MYB of March 28, 2025.

7. Funding:

The services covered by this call for Tenders are financed by the operating budgets of the Deposits and Consignments Fund (CDEC) for the 2025 financial year and following, the allocation of which is **6320 'REMUNERATION D'INTERMEDIAIRES ET DE CONSEILS'**.

8. Submission mode:

The submission mode chosen for this consultation is offline.

9. Bid bond:

Each bidder must include in his administrative documents a bid bond, paid cash, issued by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance (MINFI). The bid bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (**CDEC**) in the amount of one million nine hundred and eighty thousand **FCFA (1,980,000)**. The bond's validity must extend 30 days beyond the tender's initial validity date.

Failure to provide a bid bond issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) shall result in outright rejection of the bid. A bid bond produced with no connection to the tender notice concerned is considered void. A bid bond provided by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10.Consultation of file:

The tender file can be consulted during working hours at the Deposits and Consignments Fund (Contracts Department), located on the 5th floor of the CDEC head-office building.

It can also be consulted online via the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on CDEC's website (www.armp.cm).

11.Acquisition of the File

The Tender File can be obtained during business hours from the General Affairs Department / Contracts Services, located on the 5th floor of the CDEC's headoffice in Bastos, Rue Joseph MBALLA Eloumdem, B.P.: 35 567 Yaoundé, upon publication of this Notice, against presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of **seventy-five thousand (75.000) CFA Francs** payable into account **No. 33598800001 89** opened with the name **ARMP** in the books of the various **BICEC** branches in Cameroon.

A duplicate payment receipt shall be submitted upon collection of the Restricted Call for Tenders Documents.

9. Submission of Bids

Under penalty of rejection, bidders must submit their bids in French or English, comprising 1 original and 6 copies, totaling 7 documents. The sealed envelope must be received no later than 10 JUL 2025 at 14 sharp, local time, by the CDEC Contracts Department, 5th floor of CDEC headoffice building at Rue Joseph MBALLA ELOUMDEM, Bastos, B.P: 35567 Yaoundé.

Each bid shall be labelled as follows:

NOTICE OF RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE

No. 00003 CDEC/CIPM/2025 DATE 04 JUN 2025

**TO CONDUCT FEASIBILITY STUDIES FOR THE ESTABLISHMENT OF A SPECIALIZED
SUBSIDIARY TO OVERSEE BANKING OPERATIONS FOR THE DEPOSITS AND CONSIGNMENTS
FUND OF CAMEROON (CDEC)**

12. Submission of bids

Under penalty of rejection, administrative documents required in the RPAO must be produced in originals or in certified true copies by issuing services, in compliance with the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO). They must have been established less than three (03) months prior to the bid submission date or should have been established after the date of signature of the invitation to tender.

Any bid not in compliance with the prescriptions of the Tender File shall be

declared inadmissible. This refers especially the absence of a bid bond issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) or failure to comply with the models of the documents in the Consultation File of Companies shall result in an outright rejection of the bid.

13. Opening of bids

Bids shall be opened in two phases.

The opening of administrative documents and technical bids will take place on 10 JUL 2025 at 15 sharp, local time, by the Internal Tender Board of the Deposits and Consignments Fund, in the conference hall, on the 4th floor of its headoffice in Yaoundé.

Financial bids shall be opened by the same committee on a further date.

Only bidders or their duly authorized representatives, with full knowledge of their files, may attend this opening session.

14. Evaluation Criteria

14. 1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria for this Consultation are as follows:

- Incomplete administrative file (absence or non-compliance of any required document); bidders are given 48 hours to produce or replace any required document (except the bid bond);
- False declarations or forged administrative documents.
- Absence and/or non-compliance of the bid bond when opening the bids.
- Absence of a sworn statement to attest of non-abandonment of a contract over the last three (03) years, and presence in the annual directory of failing companies established by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP);
- Absence of sealed financial bid ;
- Incomplete bid or non-compliant with the requirements of the Consultation File or not produced in seven (07) copies;
- Non-compliance with the Terms of Reference (ToR) of the Consultation;
- Presence of financial information in the technical bid;
- Non-production of the financial proposal in accordance with the documents referred to in the Restricted Tender File;
- Technical score less than 80/100 points.

14.2. Essential Criteria:

Technical bids will be evaluated on hundred (100) points according to the following criteria:

- Presentation of bid;
- Consultant experience and references;
- Technical Skills;
- Project Team and Methodology;
- Cost-effectiveness ratio;
- Qualifications and references of personnel for the work envisaged;
- Duration of work and timeline.

The essential criteria and sub-criteria are detailed in the Specific Rules for the Invitation to Tender (RPAO) and are included in the evaluation grid.

15. Award

The Contracting Authority shall award the contract to the tenderer whose tender is found to comply substantially with the provisions of the tender documents, who has the technical and financial capability

to perform the contract satisfactorily and whose tender is found to be the most economically advantageous, including, where appropriate, proposed discounts.

Bids validity period

Bidders shall remain bound by their bids for a period of **ninety (90) days** as of the dateline set for submission of bids.

17. Addendum to the invitation to tender

The Director General of the Deposits and Consignments Fund shall, if necessary, make a useful subsequent amendment to this Invitation to Tender.

19 Additional information

For additional information regarding this consultation file, bidders may contact the Department of General Affairs/Contracts Service located on the 3rd floor of the CDEC head-office building, Bastos, Rue Joseph MBALLA Eloumdem, B.P.: 35 567 Yaoundé, Tel.: 675 16 10 10.

20. Fight Against Corruption and Malpractices

For any denunciation of corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on **1517**, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the CDEC on 222 23 61 01.

Yaoundé, date 04 JUN 2025

Copies:

- MINMAP;
- ARMP;
- Pdt/CIPM /CDEC.
- Publishing;



